



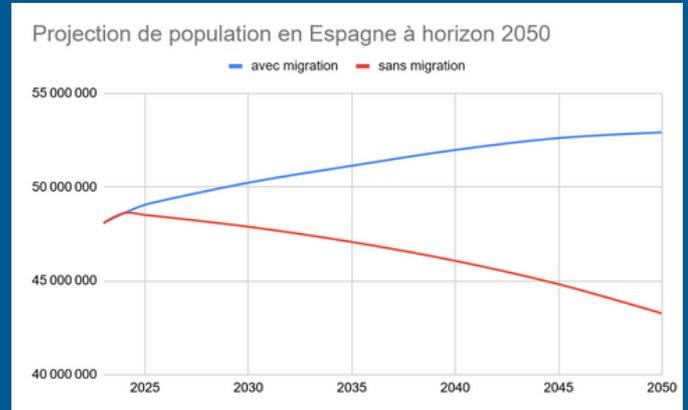
Politique migratoire : l'exception espagnole

SYNTHESE



L'immigration pour faire face au déclin démographique

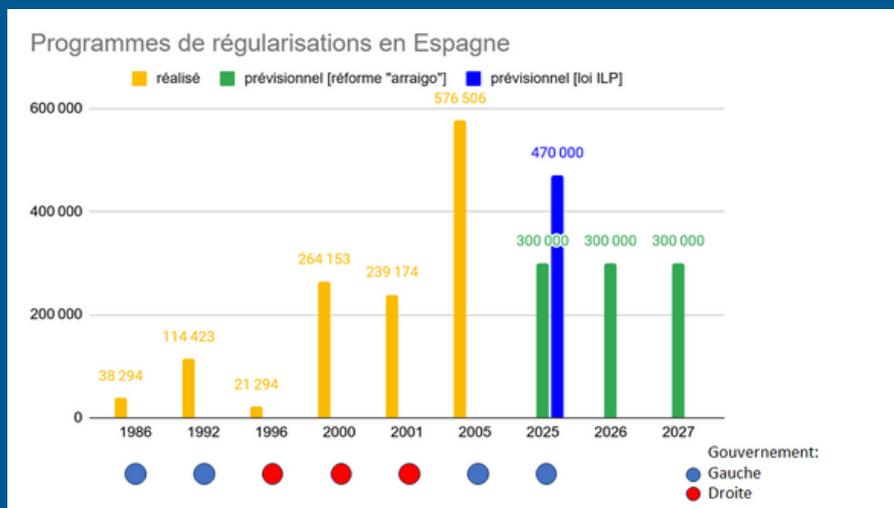
L'Espagne a un rapport à l'immigration relativement récent dans son histoire. Longtemps pays d'émigration, l'Espagne devient une des premières terres d'immigration en Europe à partir des années 1990, en relation avec la croissance économique liée à son entrée dans l'UE. Le nombre d'immigré-es passe de 700 000 en 1999 à 5 millions en 2009. Après un recul dû à la crise économique de 2008, les arrivées repartent à la hausse depuis 2018. En 2022, les motifs d'entrée sont variés : circulation des citoyen·nes européen·nes, travail, regroupement familial ou raisons humanitaires.



L'immigration compense partiellement le vieillissement démographique. Sans elle, la population espagnole pourrait chuter de 48 à 24 millions d'ici 2100. En 2025, près de 19 % de la population résidente est immigrée. 40 % viennent d'Amérique Latine, tandis que les Marocain·es sont devenu·es la première communauté étrangère. Dans l'ensemble il s'agit d'une immigration assez jeune. La naturalisation concerne en moyenne 150 000 personnes par an, selon un régime fondé sur la résidence. Ces tendances font des migrations un enjeu crucial pour l'avenir démographique et économique de l'Espagne.

Travail et régularisations comme moteur de l'économie

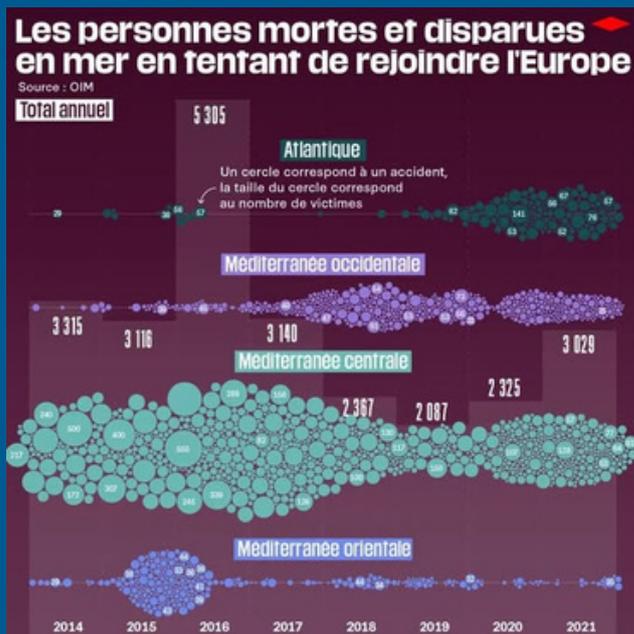
Début 2025, l'Espagne est le seul pays européen à voir son PIB croître (de 3,2 % en 2024). Trois facteurs sont désignés comme participant à la croissance : le tourisme, le plan de relance européen et l'immigration. L'Espagne a ainsi su lier politique migratoire et besoins économiques en s'appuyant sur l'immigration pour soutenir sa croissance, notamment via l'intégration d'immigré-es déjà présent·es sur son territoire.



Les régularisations de travailleurs·euses sans-papier ont concerné 1,25 million de personnes entre 1985 et 2006, et quelques 900 000 sont prévues à partir de 2025, avec des dispositifs assouplis. L'impact de la plus importante vague de régularisation en 2005 (environ 600 000 personnes) a été évalué : aucune hausse des flux migratoires n'a été observée, contredisant le mythe de l'appel d'air.

Au contraire, l'emploi formel a progressé pour les immigré-es sans affecter celui des nationaux, tandis que l'emploi informel a reculé. Les recettes fiscales ont augmenté, sans hausse des dépenses publiques. Ces régularisations ont ainsi favorisé l'intégration, stimulé l'économie et amélioré les conditions de travail.

Garde-frontières de l'UE : contrôle, externalisation et accords bilatéraux



En tant que pays frontalier de l'UE, l'Espagne est un point d'entrée majeur de l'espace Schengen. Ce qui a nécessité de la part de l'Espagne des adaptations, notamment sur la politique des visas et les contrôles aux frontières externes. Le pays a rapidement investi l'idée d'externalisation, en adoptant des accords bilatéraux avec les pays tiers africains. La coopération migratoire s'inscrit dans des stratégies mêlant sécurité, aide au développement et réadmission.

Le plus récent plan « Espagne-Afrique » de 2025-2028 propose une approche réaliste du sujet en estimant que les migrations en Afrique ne se limitent pas à un déplacement unidirectionnel vers l'Europe mais sont plus complexes et souvent des déplacements de proximité. L'Espagne est l'un des seuls pays européens à augmenter son aide publique au développement en 2025.

En revanche, le droit d'asile, bien que reconnu par la Constitution espagnole, est faiblement appliqué : le taux de protection est parmi les plus bas d'Europe, l'accueil est inégal et les capacités d'hébergement insuffisantes. Les pratiques aux frontières, notamment les refoulements depuis les enclaves de Ceuta et Melilla, sont régulièrement dénoncées. En tension entre exigences européennes, enjeux sécuritaires et droits fondamentaux, la politique espagnole aux frontières révèle les contradictions d'un modèle tourné vers l'intégration par le travail, mais confronté à des contraintes de contrôle toujours plus fortes.

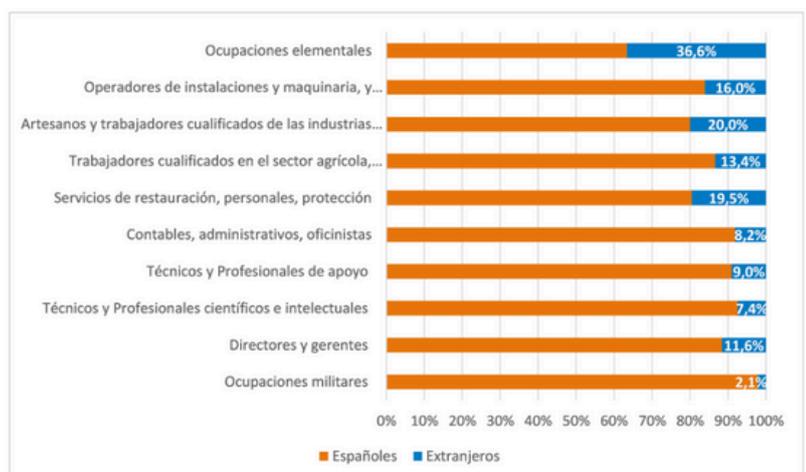
Intégration décentralisée par le travail

En Espagne, l'intégration des immigré·es repose principalement sur l'accès au travail. Depuis 2020, le Ministère de l'Inclusion, Sécurité Sociale et des Migrations, issu du Ministère du Travail et indépendant de l'Intérieur, fixe les orientations en matière de politique migratoire et d'intégration. Sa mise en œuvre est largement décentralisée vers les Communautés Autonomes et les municipalités.

L'économie espagnole – notamment les secteurs du tourisme, du bâtiment, de l'agriculture et de l'hôtellerie-restauration – dépend largement de la main-d'œuvre étrangère. Entre 2021 et 2024, 40 % des nouveaux emplois ont été occupés par des immigré·es.

Les politiques publiques privilégient l'insertion professionnelle, avec l'implication des organisations patronales. L'acquisition de compétences et la reconnaissance progressive des qualifications facilitent l'intégration socio-économique. Toutefois, des obstacles persistent : précarité de certains emplois, accès au logement, ou encore inégalités d'accès aux droits. Le modèle espagnol se distingue par une approche pragmatique fondée sur l'inclusion via le travail malgré des parcours administratifs qui restent complexes.

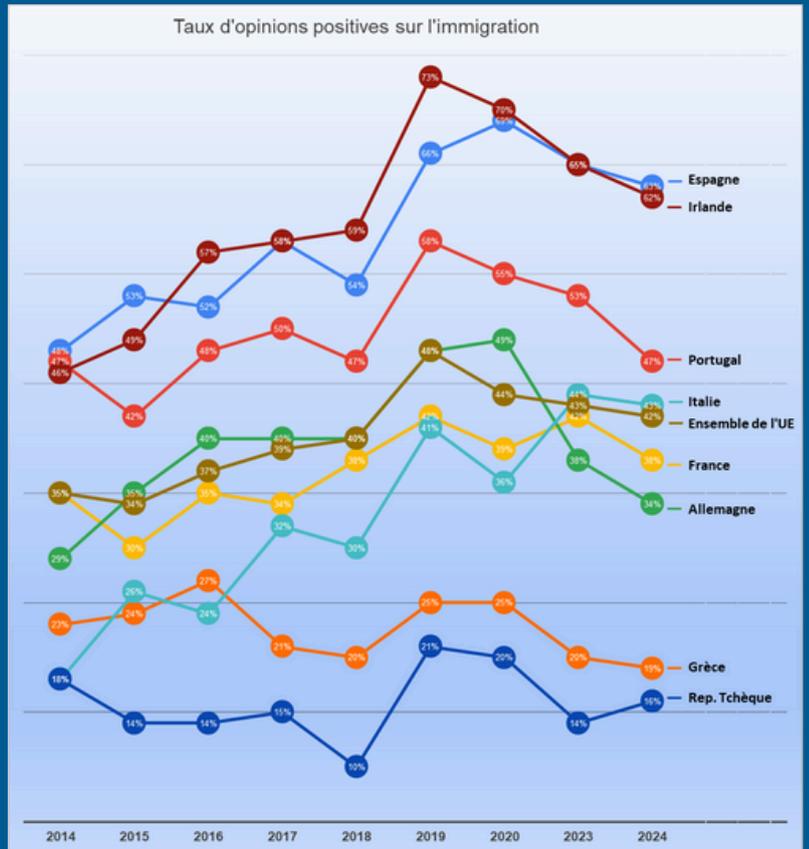
Ilustración 13: Presencia de ocupados extranjeros por ocupación (nivel de cualificación)



Fuente: EPA (INE). Cuarto trimestre de 2021.

Une opinion publique majoritairement favorable, malgré la polarisation politique

L'Espagne se distingue en Europe par une opinion publique relativement ouverte à l'égard de l'immigration, bien que marquée par une polarisation croissante. Le gouvernement de Pedro Sánchez assume une position singulière, défendant l'immigration comme une nécessité économique et démographique. Cette approche contraste avec la montée du parti d'extrême droite Vox, qui a fait de l'immigration un levier de mobilisation électorale, notamment dans les régions les plus exposées aux arrivées. Les débats publics restent moins focalisés sur la sécurité que dans d'autres pays européens, et plus orientés vers les enjeux économiques ou humanitaires. Les médias jouent un rôle ambivalent, entre récits anxigènes sur les arrivées irrégulières et valorisation du rôle des immigré·es. Malgré des tensions locales et une instrumentalisation politique croissante, une large majorité des Espagnol·es adhère à une vision pragmatique de l'immigration, fondée sur l'intégration par le travail et la reconnaissance de la contribution économique et sociale des immigré·es.



Politique migratoire : l'exception espagnole

Tania Racho et Antoine de Clerck

Août 2025

[\[URL de publication\]](#)